

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1404

[2010/202330]

1^{er} AVRIL 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur les données d'émission relatives aux activités qui seront intégrées dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre à compter de 2013 suite à l'élargissement du champ d'application de la Directive 2003/87/CE

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 4;

Vu l'avis n° 47.835/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 mars 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'article 9bis, § 2, de la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la Directive 96/61/CE du Conseil prévoit une mesure destinée aux exploitants des installations qui poursuivent des activités visées par cette directive mais qui ne seront intégrées dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre qu'à compter de 2013;

Considérant qu'il s'agit d'activités qui ont été ajoutées au champ d'application de la Directive 2003/87/CE précitée par la directive 2009/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la Directive 2003/87/CE afin d'améliorer et d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

Considérant que la Directive 2009/29/CE fixe dans une nouvelle annexe l'ensemble des activités soumises au système d'échange à partir de 2013; considérant que la Directive 2003/87/CE avait déjà fixé dans une annexe une liste des activités constituant le champ d'application de la directive (liste transposée en droit wallon par l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto);

Considérant que le présent arrêté vise les exploitants des installations qui poursuivent des activités qui ne seront soumises au système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre qu'à compter de 2013;

Considérant que les nouvelles activités ne font pas l'objet d'une liste spécifique ni dans les directives précitées ni dans le présent arrêté; que ces nouvelles activités sont déterminées comme suit; qu'elles répondent aux deux conditions suivantes: elles sont énumérées à l'annexe 1^{re} du présent arrêté (qui reprend la nouvelle annexe de la Directive 2009/29/CE, à l'exception des activités liées à la Directive 2009/31/CE qui n'a pas encore été transposée et des activités relatives à l'aviation) et elles ne sont pas visées par l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 précité;

Considérant que si la constitution d'une liste spécifique pour les nouvelles activités peut apparaître a priori plus lisible, elle comporterait néanmoins les inconvénients suivants: d'une part, des activités risqueraient d'être oubliées car la nouvelle annexe européenne tout en introduisant de nouvelles activités modifie aussi le contenu de certains blocs d'activités et, d'autre part, elle pourrait désorienter les exploitants qui sont habitués à la liste de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006;

Considérant qu'il est dès lors apparu plus simple de ne pas constituer une telle liste mais de viser les activités qui sont reprises dans l'annexe du présent arrêté et pas dans l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006;

Considérant que les exploitants des installations qui poursuivent ces nouvelles activités doivent présenter à l'autorité compétente des données d'émission étayées et vérifiées, conformément aux lignes directrices européennes relatives à la surveillance et à la déclaration des émissions et ce, afin que ces données puissent être prises en considération en vue de l'adaptation de la quantité de quotas à délivrer pour l'ensemble de la Communauté;

Considérant que ces données concernent les émissions liées aux nouvelles activités à dater de l'année 2005 et jusque l'année 2008; qu'elles doivent être communiquées à l'autorité compétente le 30 avril 2010 au plus tard;

Considérant que si les modifications introduites par la Directive 2009/29/CE doivent être transposées pour le 31 décembre 2012, l'article 9bis, § 2, de la Directive 2003/87/CE doit lui être transposé pour le 31 décembre 2009;

Considérant qu'il convient dès lors de transposer l'article 9bis, § 2, précité séparément;

Considérant que les activités visées par cet article 9bis, § 2, ne sont actuellement pas reprises dans l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

Considérant dès lors que la base légale d'une obligation imposée aux exploitants de telles activités ne doit pas être trouvée dans le décret du 10 novembre 2004 précité;

Considérant que l'article 4 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement prévoit que les conditions générales, sectorielles ou intégrales arrêtées par le Gouvernement peuvent notamment porter sur les informations à fournir régulièrement et portant sur les émissions de l'établissement;

Considérant qu'il convient de choisir ce fondement légal;

5. Lorsqu'une installation dépasse le seuil de capacité défini pour une activité dans la présente annexe, toutes les unités de combustion de carburants, autres que les unités d'incinération de déchets dangereux ou municipaux, sont incluses dans le permis d'émission de gaz à effet de serre.

Activités	Gaz à effet de serre
Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)	Dioxyde de carbone
Raffinage de pétrole	Dioxyde de carbone
Production de coke	Dioxyde de carbone
Grillage ou frittage, y compris pelletisation, de minerai métallique (y compris de minerai sulfuré)	Dioxyde de carbone
Production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure	Dioxyde de carbone
Production ou transformation de métaux ferreux (y compris les ferro-alliages) lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées. La transformation comprend, notamment, les laminaires, les réchauffeurs, les fours de recuit, les forges, les fonderies, les unités de revêtement et les unités de décapage	Dioxyde de carbone
Production d'aluminium primaire	Dioxyde de carbone et hydrocarbures perfluorés
Production d'aluminium secondaire, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production ou transformation de métaux non ferreux, y compris la production d'alliages, l'affinage, le moulage en fonderie, etc., lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion (y compris les combustibles utilisés comme agents réducteurs) est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production de chaux, y compris la calcination de dolomite et de magnésite, dans des fours rotatifs ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication de matériau isolant en laine minérale à partir de roches, de verre ou de laitier, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Dioxyde de carbone

Séchage ou calcination du plâtre ou production de planches de plâtre et autres compositions à base de plâtre, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses	Dioxyde de carbone
Production de papier ou de carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production de noir de carbone, y compris la carbonisation de substances organiques telles que les huiles, les goudrons, les résidus de craquage et de distillation, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production d'acide nitrique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote
Production d'acide adipique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote
Production de glyoxal et d'acide glyoxylique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote
Production d'ammoniac	Dioxyde de carbone
Production de produits chimiques organiques en vrac par craquage, reformage, oxydation partielle ou totale, ou par d'autres procédés similaires, avec une capacité de production supérieure à 100 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production d'hydrogène (H ₂) et de gaz de synthèse par reformage ou oxydation partielle avec une capacité de production supérieure à 25 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production de soude (Na ₂ CO ₃) et de bicarbonate de sodium (NaHCO ₃)	Dioxyde de carbone

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2010 portant sur les données d'émission relatives aux activités qui seront intégrées dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre à compter de 2013 suite à l'élargissement du champ d'application de la Directive 2003/87/CE.

Namur, le 1^{er} avril 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 2

PRINCIPES EN MATIERE DE SURVEILLANCE ET DE DECLARATION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Surveillance des émissions de dioxyde de carbone.

Les émissions sont surveillées sur la base de calculs ou de mesures.

Calcul des émissions.

Le calcul des émissions est effectué à l'aide de la formule : données d'activité x facteur d'émission x facteur d'oxydation.

Les données d'activité (combustible utilisé, rythme de production, etc.) sont surveillées sur la base des données relatives à l'approvisionnement de l'installation ou de mesures.

Des facteurs d'émission reconnus sont utilisés. Des facteurs d'émission spécifiques par activité sont acceptables pour tous les combustibles. Des facteurs par défaut sont acceptables pour tous les combustibles sauf pour les combustibles non commerciaux (déchets combustibles tels que pneumatiques et gaz issus de procédés industriels). Pour le charbon, des facteurs d'émission spécifiques par couche et, pour le gaz naturel, des facteurs par défaut propres à l'U.E. ou aux différents pays producteurs doivent encore être élaborés. Les valeurs par défaut du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sont acceptables pour les produits du raffinage. Le facteur d'émission pour la biomasse est égal à zéro.

Si le facteur d'émission ne tient pas compte du fait qu'une partie du carbone n'est pas oxydée, un facteur d'oxydation supplémentaire est utilisé. Un facteur d'oxydation n'a pas à être appliqué si des facteurs d'émission spécifiques par activité ont été calculés et s'ils tiennent déjà compte de l'oxydation.

Les facteurs d'oxydation par défaut élaborés en application de la Directive 2008/1/CE sont utilisés, sauf si l'exploitant peut démontrer que des facteurs spécifiques par activité sont plus précis.

Des calculs distincts sont effectués pour chaque activité, chaque installation et pour chaque combustible.

Mesures.

Les émissions sont mesurées selon des méthodes normalisées ou reconnues et sont corroborées par un calcul des émissions.

Surveillance des émissions d'autres gaz à effet de serre.

Des méthodes normalisées ou reconnues sont utilisées; elles sont mises au point par la Commission européenne en collaboration avec tous les intéressés et sont arrêtées conformément à la procédure visée à l'article 23, § 2, de la Directive 2003/87/CE.

Déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

Chaque exploitant inclut les informations suivantes dans la déclaration des émissions de gaz à effet de serre relative à une installation.

A. Données d'identification de l'installation :

- dénomination de l'installation;
- adresse, y compris le code postal et le pays;
- type et nombre d'activités de l'annexe I^{er} exercées dans l'installation;
- adresse, numéro de téléphone et de télécopieur, adresse électronique d'une personne de contact;
- nom du propriétaire de l'installation et de la société mère éventuelle.

B. Pour chaque activité de l'annexe Ire exercée sur le site, pour laquelle les émissions sont calculées :

- données relatives à l'activité;
- facteurs d'émission;
- facteurs d'oxydation;
- émissions totales;
- degré d'incertitude.

C. Pour chaque activité de l'annexe Ire exercée sur le site, pour laquelle les émissions sont mesurées :

- émissions totales;
- informations sur la fiabilité des méthodes de mesure;
- degré d'incertitude.

D. Pour les émissions résultant d'une combustion, la déclaration des émissions de gaz à effet de serre mentionne également le facteur d'oxydation, sauf si l'oxydation a déjà été prise en considération dans l'élaboration d'un facteur d'émission spécifique par activité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2010 portant sur les données d'émission relatives aux activités qui seront intégrées dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre à compter de 2013 suite à l'élargissement du champ d'application de la Directive 2003/87/CE.

Namur, le 1^{er} avril 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 3

CRITERES DE VERIFICATION

Principes généraux.

1. Les émissions de gaz à effet de serre spécifiés de toute installation se livrant à une ou plusieurs activités visées à l'annexe 1^{re} font l'objet de vérifications.

2. La procédure de vérification prend en considération la déclaration établie en application du présent arrêté, et la surveillance des émissions effectuée au cours des années 2005 à 2008. Elle porte sur la fiabilité, la crédibilité et la précision des systèmes de surveillance et des données déclarées et des informations relatives aux émissions, et notamment :

- a) les données déclarées concernant l'activité, ainsi que les mesures et calculs connexes;
- b) le choix et l'utilisation des facteurs d'émission;
- c) les calculs effectués pour déterminer les émissions globales;
- d) si des mesures sont utilisées, la pertinence du choix et l'emploi des méthodes de mesure.

3. Les émissions déclarées ne peuvent être validées que si des données et des informations fiables et crédibles permettent de déterminer les émissions avec un degré élevé de certitude. Pour établir ce degré élevé de certitude, l'exploitant doit démontrer que :

- a) les données déclarées sont exemptes d'incohérences;
- b) la collecte des données a été effectuée conformément aux normes scientifiques;
- c) les registres correspondants de l'installation sont complets et cohérents.

4. Le vérificateur a accès à tous les sites et à toutes les informations en rapport avec l'objet des vérifications.

5. Le vérificateur tient compte du fait que l'installation est ou n'est pas certifiée ISO 14001 ou enregistrée dans l'EMAS (système communautaire de management environnemental et d'audit).

Méthodologie.

Analyse stratégique.

6. La vérification est fondée sur une analyse stratégique de toutes les activités exercées dans l'installation. Cela implique que le vérificateur a une vue d'ensemble de toutes les activités et de leur importance par rapport aux émissions.

Analyse des procédés.

7. La vérification des informations soumises est effectuée, en tant que de besoin, sur le site de l'installation. Le vérificateur recourt à des contrôles par sondage pour déterminer la fiabilité des données et des informations fournies.

Analyse des risques.

8. Le vérificateur soumet toutes les sources d'émission présentes dans l'installation à une évaluation de la fiabilité des données fournies pour chaque source contribuant aux émissions globales de l'installation.

9. Sur la base de cette analyse, le vérificateur met explicitement en évidence les sources dont la détermination des émissions présente un risque d'erreur élevé, et d'autres aspects de la procédure de surveillance et de déclaration qui sont des sources d'erreurs potentielles dans la détermination des émissions globales. Il s'agit notamment du choix des facteurs d'émission et des calculs à effectuer pour déterminer les niveaux des émissions des différentes sources d'émission. Une attention particulière est accordée à ces sources dont la détermination des émissions présente un risque d'erreur élevé et aux aspects susmentionnés de la procédure de surveillance.

10. Le vérificateur prend en considération toutes les méthodes de gestion des risques appliquées par l'exploitant en vue de réduire au maximum le degré d'incertitude.

Rapport.

11. Le vérificateur prépare un rapport sur la procédure de validation, indiquant si la déclaration faite en application du présent arrêté est satisfaisante. Ce rapport traite de tous les aspects pertinents pour le travail effectué. Le vérificateur peut attester que la déclaration est satisfaisante si, selon lui, les émissions totales déclarées ne sont pas matériellement inexactes.

Compétences minimales exigées du vérificateur.

12. Le vérificateur est indépendant de l'exploitant, exerce ses activités avec un professionnalisme sérieux et objectif, et a une bonne connaissance :

a) des dispositions de la Directive 2003/87/CE, ainsi que des normes pertinentes et des lignes directrices adoptées par la Commission en application de l'article 14, § 1^{er}, de la Directive 2003/87/CE;

b) des exigences législatives, réglementaires et administratives applicables aux activités soumises à la vérification;

c) de l'élaboration de toutes les informations relatives à chaque source d'émission présente dans l'installation, notamment aux stades de la collecte, de la mesure, du calcul et de la déclaration des données.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2010 portant sur les données d'émission relatives aux activités qui seront intégrées dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre à compter de 2013 suite à l'élargissement du champ d'application de la Directive 2003/87/CE.

Namur, le 1^{er} avril 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 1404

[2010/202330]

1. APRIL 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Emissionsdaten in Bezug auf die Tätigkeiten, die ab dem Jahr 2013 aufgrund der Erweiterung des Anwendungsbereichs der Richtlinie 2003/87/EG in das Gemeinschaftssystem für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten integriert werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des am 8. März 2010 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 47.835/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass Artikel 9*bis*, § 2 der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates eine Maßnahme vorsieht, die für die Betreiber von Anlagen bestimmt ist, die in dieser Richtlinie erwähnte Tätigkeiten ausüben und die aber erst ab dem Jahr 2013 in das Gemeinschaftssystem für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten integriert werden;

In der Erwägung, dass es sich um Tätigkeiten handelt, die dem Anwendungsbereich der vorerwähnten Richtlinie 2003/87/EG durch die Richtlinie 2009/29/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG beigefügt worden sind, um das Gemeinschaftssystem für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten aufzubessern und zu erweitern;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2009/29/EG die gesamten Tätigkeiten, die ab dem Jahr 2013 dem Handelssystem unterliegen, in einem neuen Anhang festsetzt; in der Erwägung, dass die Richtlinie 2003/87/EG eine Liste der Tätigkeiten, die den Anwendungsbereich der Richtlinie darstellen, bereits in einem Anhang festgesetzt hatte (diese Liste ist durch die Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der im Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto in wallonisches Recht umgesetzt worden);

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass die Betreiber der Anlagen betrifft, die Tätigkeiten ausüben, die erst ab dem Jahr 2013 dem Gemeinschaftssystem für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten unterliegen werden;

In der Erwägung, dass die neuen Tätigkeiten nicht Gegenstand einer spezifischen Liste weder in den vorerwähnten Richtlinien noch im vorliegenden Erlass sind; dass diese neuen Tätigkeiten folgendermaßen bestimmt werden; dass sie den beiden folgenden Bedingungen genügen: sie sind in der Anlage 1 zum vorliegenden Erlass (der den neuen Anhang zur Richtlinie 2009/29/EG übernimmt, mit Ausnahme der mit der Richtlinie 2009/31/EG verbundenen Tätigkeiten, die noch nicht umgesetzt worden ist, und der Tätigkeiten in Bezug auf die Luftfahrt) aufgelistet und sind nicht durch die Anlage zum vorerwähnten Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 betroffen;

In der Erwägung, dass die Erstellung einer spezifischen Liste für die neuen Tätigkeiten folgende Nachteile aufweisen würde, auch wenn sie grundsätzlich als lesbarer erscheinen kann: einerseits könnten Tätigkeiten vergessen werden, weil der neue europäische Anhang, durch den neue Tätigkeiten eingeführt werden, ebenfalls den Inhalt bestimmter Tätigkeitsgruppen ändert und andererseits könnte sie die Betreiber, die mit der Liste der Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 vertraut sind, desorientieren;

In der Erwägung, dass es daher einfacher erschienen ist, keine solche Liste aufzustellen, sondern die die Tätigkeiten abzuzeichnen, die in der Anlage zum vorliegenden Erlass und nicht in der Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 angeführt sind;

In der Erwägung, dass die Betreiber der Anlagen, die diese neuen Tätigkeiten ausüben, der zuständigen Behörde begründete und geprüfte Emissionsdaten gemäß den europäischen Leitlinien bezüglich der Überwachung und der Erklärung der Emissionen vorlegen müssen, dies damit diese Daten im Hinblick auf die Anpassung der für die ganze Gemeinschaft auszustellenden Zertifikate berücksichtigt werden können;

In der Erwägung, dass diese Daten die Emissionen betreffen, die mit den neuen Tätigkeiten ab dem Jahr 2005 und bis zum Jahr 2008 verbunden sind; dass sie spätestens am 30. April 2010 der zuständigen Behörde mitgeteilt werden müssen;

In der Erwägung, dass die durch die Richtlinie 2009/29/EG eingeführten Änderungen bis zum 31. Dezember 2012 umgesetzt werden müssen, wobei Artikel 9bis, § 2 der Richtlinie 2003/87/EG jedoch bis zum 31. Dezember 2009 umgesetzt werden muss;

In der Erwägung, dass es daher Anlass gibt, den vorerwähnten Artikel 9bis, § 2 separat umzusetzen;

In der Erwägung, dass die durch diesen Artikel 9bis, § 2 betroffenen Tätigkeiten zurzeit nicht in der Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der im Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto angeführt sind;

In der Erwägung, dass die gesetzliche Grundlage einer den Betreibern solcher Tätigkeiten auferlegten Verpflichtung demzufolge nicht im vorerwähnten Dekret vom 10. November 2004 zu finden ist;

In der Erwägung, dass in Artikel 4 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehen ist, dass die durch die Regierung festgesetzten allgemeinen, sektorbezogenen oder integralen Bedingungen u.a. Informationen betreffen können, die regelmäßig zu übermitteln sind und die die Emissionen des Betriebs betreffen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, diese gesetzliche Grundlage zu wählen;

In der Erwägung, dass zu unterstreichen ist, dass die Artikel 76bis bis 76quater des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und ihr Durchführungserlass vom 13. Dezember 2007 eine Verpflichtung der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten organisieren; dass diese Umweltdaten u.a. Informationen bezüglich der Treibhausgasemissionen enthalten;

In der Erwägung, dass es trotz des Vorhandenseins dieser Regelung angebracht ist, eine spezifische Erklärung von den Betreibern der Anlagen zu fordern, die die durch den vorliegenden Erlass betroffenen Tätigkeiten ausüben;

In der Erwägung, dass, auch wenn die Regelung bezüglich der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten und der vorliegende Erlass tatsächlich ziemlich vergleichbar sind, sie sich jedoch nur teilweise decken: die Regelung bezüglich der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten ist am 14. Februar 2008 in Kraft getreten; nun aber betreffen die durch die Europäische Kommission angeforderten Daten die Jahre 2005 bis 2008. Zudem müssen die Emissionen, was die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Tätigkeiten betrifft, nicht nur angegeben werden, sondern auch von einem unabhängigen Prüfer überprüft werden, was nicht in der Regelung bezüglich der regelmäßigen Zustellung von Umweltdaten vorgesehen ist;

In der Erwägung außerdem, dass, sogar wenn ein durch den vorliegenden Erlass betroffenen Betreiber der Umweltverwaltung eine Erklärung aufgrund der Artikel 76bis bis 76quater des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und ihres Durchführungserlasses bereits zugeschickt hat, es nicht unbedingt möglich sein wird, den Anteil der angegebenen Emissionen, die den durch den vorliegenden Erlass betroffenen Tätigkeiten entsprechen, zu bestimmen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass setzt Artikel 9bis, § 2 der Richtlinie 2003/87/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates um.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die in der Anlage 1 aufgelisteten Anlagen bzw. Tätigkeiten, die nicht durch die Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der im Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase betroffen sind.

Art. 3 - Die Betreiber der Anlagen bzw. Tätigkeiten, auf die der vorliegende Erlass Anwendung findet, melden die mit diesen Anlagen bzw. Tätigkeiten verbundenen Emissionen an, die mit den in der Anlage 1 erwähnten Treibhausgasen verbunden sind und die die Jahre 2005 bis 2008 betreffen.

Art. 4 - Die Emissionen werden gemäß den in der Anlage 2 bestimmten Grundsätzen überwacht und angemeldet.

Die Erklärung wird gemäß den in der Anlage 3 bestimmten Kriterien von einem unabhängigen, in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 2006 über die Prüfung der Berichterstattungen betreffend die spezifizierten Treibhausgasemissionen zugelassenen Prüfer überprüft.

Art. 5 - Die Erklärung wird der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Wallonische Luft- und Klimaagentur) bis zum 30. April 2010 übermittelt.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. April 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 1

TÄTIGKEITSKATEGORIEN, AUF DIE DER VORLIEGENDE ERLASS ANWENDUNG FINDET

1. Die Anlagen oder die Teile von Anlagen, die für die Forschung, die Entwicklung und die Erprobung von neuen Produkten und Verfahren verwendet werden, sowie die Anlagen, bei denen nur Biomasse verwendet wird, sind durch den vorliegenden Erlass nicht betroffen.

2. Die unten stehenden Grenzwerte beziehen sich im Allgemeinen auf Erzeugungskapazitäten oder Erträge. Wenn eine und dieselbe Anlage mehrere Tätigkeiten aus ein und derselben Kategorie ausübt, werden die Kapazitäten dieser Tätigkeiten zusammengezählt.

3. Um die gesamte Feuerungswärmeleistung einer Anlage zu berechnen, um über deren Installierung in dem gemeinschaftlichen System zu befinden, addiert man die Feuerungswärmeleistungen aller sie bildenden technischen Einheiten, in denen Brennstoffe in der Anlage verfeuert werden. Unter diesen Einheiten können sich u.a. Heizkessel, Brenner, Turbinen, Heizgeräte, Hochöfen, Verbrennungsöfen, Kalzinieröfen, Öfen, Trockenöfen, Trockner, Motoren, Brennstoffzellen, Verbrennungseinheiten in chemischer Schleife, Fackeln aller Arten sowie die thermischen bzw. katalytischen Nachverbrennungseinheiten befinden. Die Einheiten, deren Feuerungswärmeleistung weniger als 3 MW beträgt, und die Einheiten, bei denen nur Biomasse verwendet wird, werden bei dieser Rechnung nicht berücksichtigt. Die "Einheiten, bei denen nur Biomasse verwendet wird" enthalten die Einheiten, bei denen fossile Brennstoffe während der Start- oder Löschphase der Einheit verwendet werden.

4. Wenn eine Einheit eine Tätigkeit einsetzt, deren Grenzwert nicht in Form der gesamten Feuerungswärmeleistung ausgedrückt ist, bestimmt dann der für diese Tätigkeit verwendete Grenzwert die Miteinbeziehung in das gemeinschaftliche System.

5. Wenn eine Anlage den in der vorliegenden Anlage bestimmten Grenzwert überschreitet, werden alle Brennstoffverbrauchenden Einheiten, außer den Einheiten zur Verbrennung von gefährlichen oder städtischen Abfällen, in die Genehmigung zur Emission von Treibhausgas aufgenommen.

Tätigkeiten	Treibhausgas
Verbrennung von Brennstoffen in Anlagen, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt (mit Ausnahme der Anlagen zur Verbrennung von gefährlichen oder städtischen Abfällen)	Kohlendioxid
Ölraffinerien	Kohlendioxid
Herstellung von Koks	Kohlendioxid
Rösten, Sintern, einschließlich des Pelletierens von Metallerz (einschließlich des sulfidischen Erzes)	Kohlendioxid
Herstellung von Roheisen oder Stahl (Primär- oder Sekundärschmelzbetrieb), einschließlich Stranggießen mit einer Kapazität von mehr als 2,5 Tonnen pro Stunde	Kohlendioxid

Herstellung oder Verarbeitung von Eisenmetallen (einschließlich der Ferrolegierungen), wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden. Die Verarbeitung umfasst u.a. die Walzanlagen, die Erhitzer, die Glühöfen, die Schmieden, die Gießereien, die Beschichtungseinheiten und die Abbeizeinheiten	Kohlendioxid
Produktion von Primäraluminium	Kohlendioxid und perfluorierte Kohlenwasserstoffe
Herstellung von Sekundäraluminium, wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden	Kohlendioxid
Herstellung oder Verarbeitung von nicht eisenhaltigen Metallen, einschließlich der Produktion von Legierungen, der Raffination, des Gießens, usw., wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung (einschließlich der als Reduktionsmittel verwendeten Brennstoffe) mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden	Kohlendioxid
Herstellung von Klinker (Zement) in Drehöfen mit einer Herstellungskapazität über 500 Tonnen pro Tag oder in anderen Ofenarten mit einer Herstellungskapazität über 50 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Kalk, einschließlich der Kalzinierung von Dolomit und Magnesit, in Drehöfen oder in anderen Ofenarten mit einer Herstellungskapazität über 50 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Glas, einschließlich Glasfasern, mit einer Schmelzkapazität über 20 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid

Herstellung von keramischen Erzeugnissen durch Brennen, und zwar insbesondere von Dachziegeln, Ziegelsteinen, feuerfesten Steinen, Fliesen, Steinzeug oder Porzellan mit einer Herstellungskapazität über 75 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Dämmstoff aus Mineralwolle ab Steinen, Glas oder Schlacke, mit einer Schmelzkapazität über 20 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Trocknung oder Kalzinierung von Gips oder Herstellung von Gipsplatten und anderen Zusammensetzung auf der Grundlage von Gips, wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden	Kohlendioxid
Herstellung von Zellstoff aus Holz oder anderen Faserstoffen	Kohlendioxid
Herstellung von Papier oder Pappe mit einer Herstellungskapazität über 20 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Ruß, einschließlich der Verkokung von organischen Stoffen wie z.B. Öle, Teere, Rückstände aus dem Kracken und der Destillation, wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden	Kohlendioxid
Herstellung von Salpetersäure	
Herstellung von adipischer Säure	Kohlendioxid und Distickstoffoxid
Herstellung von Glyoxal und Glyoxalsäure	Kohlendioxid und Distickstoffoxid
Herstellung von Ammoniak	Kohlendioxid
Herstellung von losen organischen chemischen Produkten mittels Kracken, Reformierung, teilweiser oder ganzen Oxidation oder mittels anderer vergleichbarer Verfahren mit einer Herstellungskapazität über 100 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Wasserstoff (H ₂) und Synthesegas mittels Reformierung und Oxidation mit einer Herstellungskapazität über 25 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Soda (Na ₂ CO ₃) und von Natriumbicarbonat (NaHCO ₃)	Kohlendioxid

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2010 bezüglich der Emissionsdaten in Bezug auf die Tätigkeiten, die ab dem Jahr 2013 aufgrund der Erweiterung des Anwendungsbereichs der Richtlinie 2003/87/EG in das Gemeinschaftssystem zum Tausch von Treibhausgasemissionszertifikaten integriert werden.

Namur, den 1. April 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 2

GRUNDSÄTZE IN SACHEN ÜBERWACHUNG UND ERKLÄRUNG DER TREIBHAUSGASEMISSIONEN

Überwachung der Emissionen von Kohlendioxid.

Die Emissionen werden auf der Grundlage von Berechnungen oder Messungen überwacht.

Berechnung der Emissionen.

Die Berechnung von Emissionen erfolgt mittels folgender Formel: Tätigkeitsdaten x Emissionsfaktor x Oxidationsfaktor.

Die Tätigkeitsdaten (verwendeter Brennstoff, Herstellungsrhythmus, usw. ...) werden auf der Grundlage der Daten bezüglich der Versorgung der Anlage oder von Messungen überwacht.

Bekannte Emissionsfaktoren werden verwendet. Spezifische Emissionsfaktoren je Tätigkeit sind für alle Brennstoffe annehmbar. Mangels Vorlage bestehende Faktoren sind für alle nicht-kommerziellen Brennstoffe (brennbare Abfälle wie Reifen und aus Industrieverfahren stammende Gase) annehmbar. Was die Kohle betrifft, müssen spezifische Emissionsfaktoren je Schicht noch ausgearbeitet werden; was das Erdgas betrifft, müssen mangels Vorlage bestehende Faktoren, die für die E.U. oder die verschiedenen produzierenden Länder gelten, ebenfalls noch ausgearbeitet werden. Die mangels Vorlage bestehenden IPCC-Werte (zwischenstaatliche Sachverständigengruppe für die Klimaveränderung) sind für alle Raffinationsprodukte annehmbar. Der Emissionsfaktor für die Biomasse ist gleich null.

Wenn der Emissionsfaktor die Tatsache nicht berücksichtigt, dass ein Teil des Kohlenstoffs nicht oxidiert wird, wird ein zusätzlicher Oxidationsfaktor verwendet. Kein Oxidationsfaktor muss angewandt werden, wenn spezifische Emissionsfaktoren je Tätigkeit berechnet worden sind und wenn sie die Oxidation bereits berücksichtigen.

Die mangels Vorlage bestehenden Oxidationsfaktoren, die in Anwendung der Richtlinie 2008/1/EG erstellt worden sind, werden verwendet, außer wenn der Betreiber beweisen kann, dass spezifische Faktoren je Tätigkeit genauer sind.

Unterschiedliche Berechnungen werden für jede Tätigkeit, jede Anlage und jeden Brennstoff getätigt. Messungen.

Die Emissionen werden nach den genormten oder anerkannten Verfahren gemessen und durch eine Berechnung der Emissionen bestätigt.

Überwachung der Emissionen von anderen Treibhausgasen.

Genormte oder anerkannte Verfahren werden verwendet; sie werden durch die Europäische Kommission in Zusammenarbeit mit allen Betroffenen ausgearbeitet und werden gemäß dem in Artikel 23, § 2 der Richtlinie 2003/87/EG erwähnten Verfahren festgesetzt.

Erklärung der Treibhausgasemissionen.

Jeder Betreiber schließt die folgenden Informationen in die Erklärung bezüglich der Treibhausgasemissionen in Bezug auf eine Anlage ein.

A. Daten zur Identifizierung der Anlage:

- Bezeichnung der Anlage;
- Anschrift, einschließlich der Postleitzahl und des Landes;
- Typ und Anzahl der Tätigkeiten der Anlage I, die in der Anlage ausgeübt werden;
- Anschrift, Ruf- und Faxnummer, elektronische Adresse einer Kontaktperson;
- Name des Eigentümers der Anlage und der etwaigen Muttergesellschaft.

B. Für jede am Standort ausgeübte Tätigkeit der Anlage I, für die die Emissionen berechnet werden:

- Daten bezüglich der Tätigkeit;
- Emissionsfaktoren;
- Oxidations-Faktoren;
- gesamte Emissionen;
- Grad an Unsicherheit.

C. Für jede am Standort ausgeübte Tätigkeit der Anlage I, für die die Emissionen gemessen werden:

- gesamte Emissionen;
- Informationen über die Zuverlässigkeit der Messmethoden;
- Grad an Unsicherheit.

D. Was die aus einer Verbrennung stammenden Emissionen betrifft, wird in der Erklärung der Treibhausgasemissionen ebenfalls der Oxidationsfaktor angegeben, außer wenn die Oxidation bereits bei der Erstellung eines spezifischen Emissionsfaktors je Tätigkeit berücksichtigt worden ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2010 bezüglich der Emissionsdaten in Bezug auf die Tätigkeiten, die ab dem Jahr 2013 aufgrund der Erweiterung des Anwendungsbereichs der Richtlinie 2003/87/EG in das Gemeinschaftssystem zum Tausch von Treibhausgasemissionszertifikaten integriert werden.

Namur, den 1. April 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 3 ÜBERPRÜFUNGSKRITERIEN

Allgemeine Grundsätze.

1. Die Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen von jeder Anlage, in der eine oder mehrere in der Anlage I erwähnte Tätigkeiten ausgeübt werden, sind Gegenstand von Überprüfungen.

2. Das Überprüfungsverfahren berücksichtigt die in Anwendung des vorliegenden Erlasses erstellte Erklärung und die im Laufe der Jahre 2005 bis 2008 getätigte Überwachung der Emissionen. Es betrifft die Zuverlässigkeit, die Glaubwürdigkeit und die Genauigkeit der Überwachungssysteme und der angemeldeten Daten und der Informationen in Bezug auf die Emissionen, und insbesondere:

- a) die angemeldeten Daten bezüglich der Tätigkeit sowie die damit verbundenen Messungen und Berechnungen;
- b) die Auswahl und die Verwendung der Emissionsfaktoren;
- c) die getätigten Berechnungen im Hinblick auf die Bestimmung der gesamten Emissionen;
- d) falls Messungen verwendet werden, die Relevanz der Auswahl und der Verwendung der Messverfahren.

3. Die angemeldeten Emissionen können nur dann für gültig erklärt werden, wenn zuverlässige und glaubhafte Informationen es möglich machen, die Emissionen mit einem hohen Sicherheitsgrad zu bestimmen. Um diesen hohen Sicherheitsgrad festzusetzen, muss der Betreiber beweisen, dass:

- a) die angemeldeten Daten keine Inkohärenz aufweisen;
- b) die Sammlung der Daten gemäß den wissenschaftlichen Normen erfolgt ist;
- c) die entsprechenden Register der Anlage vollständig und kohärent sind.

4. Der Prüfer hat Zugang zu allen Standorten und zu allen Informationen in Bezug auf den Gegenstand der Überprüfungen.

5. Der Prüfer berücksichtigt die Tatsache, dass die Anlage ISO 14001 zertifiziert oder im EMAS-System (Gemeinschaftssystem für Umweltmanagement und Umweltbetriebsprüfung) registriert ist oder nicht.

Methodologie.

Strategische Analyse.

6. Die Überprüfung beruht auf einer strategischen Analyse aller in der Anlage ausgeübten Tätigkeiten. Dies setzt voraus, dass der Prüfer eine Gesamtsicht über alle Tätigkeiten und ihre Wichtigkeit im Verhältnis zu den Emissionen hat.

Analyse der Verfahren.

7. Die Überprüfung der unterbreiteten Informationen wird notfalls am Standort der Anlage vorgenommen. Der Prüfer greift auf Kontrollen durch Stichproben zurück, um die Zuverlässigkeit der übermittelten Daten und Informationen zu bestimmen.

Analyse der Risiken.

8. Der Prüfer unterzieht alle in der Anlage befindlichen Quellen von Emissionen einer Bewertung der Zuverlässigkeit der für jede Quelle, die den gesamten Emissionen der Anlage beiträgt, übermittelten Daten.

9. Auf der Grundlage dieser Analyse hebt der Prüfer ausdrücklich die Quellen, deren Bestimmung der Emissionen ein höheres Fehlerrisiko aufweist, und andere Aspekte des Überwachungs- und Anmeldeverfahrens hervor, die Quellen von möglichen Fehlern bei der Bestimmung der gesamten Emissionen sind. Es handelt sich u.a. um die Auswahl der Emissionsfaktoren und der zu tätigen Berechnungen, um die Werte der Emissionen der verschiedenen Emissionsquellen zu bestimmen. Den Quellen, deren Bestimmung der Emissionen ein höheres Fehlerrisiko aufweist, und den oben erwähnten Aspekten des Überwachungsverfahrens wird besondere Aufmerksamkeit geschenkt.

10. Der Prüfer berücksichtigt alle durch den Betreiber angewandten Methoden zur Verwaltung der Risiken, um den Unsicherheitsgrad so viel wie möglich zu verringern.

Bericht.

11. Der Prüfer bereitet einen Bericht über das Validationsverfahren vor, in dem angegeben wird, ob die in Anwendung des vorliegenden Erlasses eingereichte Erklärung genügend ist. In diesem Bericht werden alle für die vorgenommene Arbeit relevanten Aspekte behandelt. Der Prüfer kann bescheinigen, dass die Erklärung genügend ist, wenn er der Meinung ist, dass die angemeldeten gesamten Emissionen nicht materiell unrichtig sind.

Mindestfachkundigkeit, die vom Prüfer gefordert wird.

12. Der Prüfer ist vom Betreiber unabhängig, übt seine Tätigkeiten mit einem ernsthaftigen und objektiven Professionalismus aus und besitzt eine gute Kenntnis von:

a) den Bestimmungen der Richtlinie 2003/87/EG sowie von den relevanten Normen und den durch die Kommission in Anwendung von Artikel 14, § 1 der Richtlinie 2003/87/EG angenommenen Leitlinien;

b) den gesetzlichen, ordnungsmäßigen und administrativen Anforderungen, die auf die der Überprüfung unterliegenden Tätigkeiten anwendbar sind;

c) der Erstellung aller Informationen in Bezug auf jede in der Anlage befindliche Emissionsquelle, insbesondere bei der Sammlung, der Messung, der Berechnung und der Anmeldung der Daten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2010 bezüglich der Emissionsdaten in Bezug auf die Tätigkeiten, die ab dem Jahr 2013 aufgrund der Erweiterung des Anwendungsbereichs der Richtlinie 2003/87/EG in das Gemeinschaftssystem zum Tausch von Treibhausgasemissionszertifikaten integriert werden, beigefügt zu werden.

Namur, den 1. April 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1404

[2010/202330]

1 APRIL 2010. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de emissiegegevens i.v.m. de activiteiten die vanaf 2013 in de gemeenschappelijke regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten opgenomen zullen worden ingevolge de uitbreiding van het toepassingsveld van Richtlijn 2003/87/EG

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies nr. 47.835/4 van de Raad van State, gegeven op 8 maart 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat artikel 9bis, § 2, van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad voorziet in een maatregel voor de exploitanten van de installaties waarin activiteiten plaatsvinden die onder deze richtlijn vallen en die pas vanaf 2013 opgenomen zullen worden in de gemeenschappelijke regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten;

Overwegende dat het gaat om activiteiten die aan het toepassingsveld van voornoemde Richtlijn 2003/87/EG toegevoegd werden bij Richtlijn 2009/29/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 23 april 2009 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG teneinde de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten van de Gemeenschap te verbeteren en uit te breiden;

Overwegende dat Richtlijn 2009/29/EG het geheel van de vanaf 2013 aan de handelsregeling onderworpen activiteiten in een nieuwe bijlage vastlegt; overwegende dat Richtlijn 2003/87/EG al een lijst van de activiteiten die onder het toepassingsveld van de richtlijn vallen in een bijlage had vastgelegd (lijst omgezet in het Waals recht aan de hand van de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot bepaling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto);

Overwegende dat dit besluit bestemd is voor de exploitanten van de installaties waarin activiteiten plaatsvinden die pas vanaf 2013 onderworpen zullen worden aan de gemeenschappelijke regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten;

Overwegende dat de nieuwe activiteiten niet het voorwerp uitmaken van een specifieke lijst, noch van voornoemde richtlijnen, noch van dit besluit; dat ze bepaald worden als volgt; dat ze voldoen aan de twee volgende voorwaarden : ze worden vermeld in bijlage 1 bij dit besluit (die de nieuwe bijlage bij Richtlijn 2009/29/EG overneemt, met uitzondering van de activiteiten i.v.m. Richtlijn 2009/31/EG die nog niet is omgezet en van de luchtvaartactiviteiten) en zijn niet opgenomen in bijlage bij voornoemd besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006;

Overwegende dat de opstellingmaken van een specifieke lijst van de nieuwe activiteiten op het eerste gezicht voor een betere leesbaarheid zou kunnen zorgen maar ook de volgende nadelen met zich mee zou brengen : enerzijds zouden activiteiten uit het oog verloren kunnen worden omdat de nieuwe Europese bijlage, waarin nieuwe activiteiten opgenomen zijn, ook de inhoud van bepaalde blokken activiteiten wijzigt en anderzijds zouden de exploitanten die vertrouwd zijn met de lijst van de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 in de war gebracht kunnen worden;

Overwegende dat het derhalve eenvoudiger bleek niet een dergelijke lijst op te maken maar de activiteiten te beogen die opgenomen zijn in de bijlage bij dit besluit en niet in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006;

Overwegende dat de exploitanten van de installaties waarin die nieuwe activiteiten plaatsvinden gestaafde en geverifieerde emissiegegevens aan de bevoegde overheid moeten overleggen, overeenkomstig de Europese richtsnoeren betreffende de monitoring en de rapportage van de emissies opdat die gegevens in aanmerking genomen zouden kunnen worden met het oog op de aanpassing van de hoeveelheid quota's die voor het geheel van de Gemeenschap afgeleverd moeten worden;

Overwegende dat die gegevens betrekking hebben op de emissies i.v.m. de nieuwe activiteiten tussen 2005 en 2008; dat ze uiterlijk 30 april 2010 aan de bevoegde overheid overgelegd moeten worden;

Overwegende dat de bij Richtlijn 2009/29/EG ingevoerde wijzigingen tegen 31 december 2012 omgezet moeten worden en dat artikel 9bis, § 2, van Richtlijn 2003/87/EG tegen 31 december 2009 omgezet moet worden;

Overwegende dat voornoemd artikel 9bis, § 2, dan ook apart omgezet moet worden;

Overwegende dat de activiteiten bedoeld in dat artikel 9bis, § 2, nog niet opgenomen zijn in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot bepaling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

Overwegende derhalve dat de wettelijke grondslag voor het opleggen van een verplichting aan de exploitanten van dergelijke activiteiten niet gezocht moet worden in voornoemd decreet van 10 november 2004;

Overwegende dat artikel 4 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning bepaalt dat de door de Regering vastgelegde algemene, sectorale of integrale voorwaarden o.a. betrekking kunnen hebben op de regelmatig te verstrekken gegevens i.v.m. de emissies van het bedrijf;

Overwegende dat die wettelijke grondslag gekozen moet worden;

Overwegende dat opgemerkt dient te worden dat de artikelen 76bis tot 76quater van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het desbetreffende uitvoeringsbesluit van 13 december 2007 voorzien in een verplichting tot periodieke kennisgeving van milieugegevens; dat die milieugegevens o.a. informatie over de broeikasgasemissies bevatten;

Overwegende dat ondanks het bestaan van die regelgeving een specifieke aangifte gevorderd moet worden van de exploitanten van de installaties waar de in dit besluit bedoelde nieuwe activiteiten plaatsvinden;

Overwegende immers dat de regelgeving betreffende de periodieke kennisgeving van milieugegevens en dit besluit ogenschijnlijk dicht bij elkaar aanleunen maar in feite elkaar slechts gedeeltelijk overlappen : de regelgeving betreffende de periodieke kennisgeving van milieugegevens is in werking getreden op 14 februari 2008 terwijl de door de Europese Commissie gevorderde gegevens betrekking hebben op de jaren 2005 tot 2008. Bovendien moeten de emissies, wat de in dit besluit bedoelde activiteiten betreft, niet alleen aangegeven worden maar ook onderzocht worden door een zelfstandige verificateur, een voorwaarde waarin de regelgeving betreffende de periodieke kennisgeving van milieugegevens niet voorziet;

Overwegende anderzijds dat het niet per se mogelijk is het aandeel te bepalen van de aangegeven emissies die overeenstemmen met de activiteiten bedoeld in dit besluit, zelfs indien een in dit besluit bedoelde exploitant een aangifte aan de Milieuadministratie heeft gericht krachtens de artikelen 76bis tot 76quater van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het desbetreffende uitvoeringsbesluit;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 9bis, § 2, van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad wordt bij dit besluit omgezet.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de installaties of de activiteiten bedoeld in bijlage 1 en niet in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot bepaling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Art. 3. De exploitanten van de installaties of activiteiten waarop dit besluit van toepassing is geven de emissies i.v.m. die installaties of activiteiten aan die betrekking hebben op de broeikasgassen bedoeld in bijlage 1 en betreffende de jaren 2005 tot 2008.

Art. 4. De emissies worden gecontroleerd en aangegeven overeenkomstig de beginselen die in bijlage 2 vastliggen.

De aangifte wordt overeenkomstig de criteria die in bijlage 3 vastliggen onderzocht door een zelfstandige verificateur erkend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2006 betreffende de verificatie van de rapportage van de gespecificeerde broeikasgasemissies.

Art. 5. De aangifte wordt tegen 30 april 2010 overgemaakt aan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals agentschap voor de Lucht en het Klimaat).

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 1

CATEGORIEËN ACTIVITEITEN WAAROP DIT BESLUIT VAN TOEPASSING IS

1. Installaties of delen van installaties die voor onderzoek, ontwikkeling en het testen van nieuwe producten en processen worden gebruikt, en installaties die uitsluitend biomassa gebruiken, vallen niet onder dit besluit.

2. De hieronder genoemde drempelwaarden hebben betrekking op de productiecapaciteit of op het vermogen.

Wanneer in dezelfde installatie verscheidene, onder dezelfde categorie vallende activiteiten worden uitgevoerd, worden de vermogens van de activiteiten bij elkaar opgeteld.

3. Wanneer het totale nominaal thermisch ingangsvermogen van een installatie wordt berekend met het oog op het nemen van een besluit inzake de opnemingsregeling in de Gemeenschapsregeling, worden het nominaal thermisch ingangsvermogen van alle technische eenheden die deel uitmaken van de installatie en waarin brandstoffen worden verbrand, bij elkaar opgeteld. Deze eenheden kunnen onder andere alle soorten stookketels, branders, turbines, verwarmingstoestellen, ovens, verbranders, gloeiovens, draaiovens, droogovens, drogers, motoren, brandstofcellen, chemische looping- verbrandingseenheden, fakkels en thermische of katalytische naverbranders omvatten. Eenheden met een nominaal thermisch ingangsvermogen van minder dan 3 MW en eenheden die uitsluitend biomassa gebruiken, worden bij deze berekening buiten beschouwing gelaten. Tot "eenheden die uitsluitend biomassa gebruiken" behoren ook eenheden waarin alleen bij het opstarten of uitschakelen fossiele brandstoffen worden gebruikt.

4. Wanneer een eenheid gebruikt wordt voor een activiteit waarvoor de drempel niet is uitgedrukt als het totale nominaal thermisch ingangsvermogen, primeert de drempel voor deze activiteit bij het besluit inzake opnemingsregeling in de Gemeenschapsregeling.

5. Indien blijkt dat de capaciteitsdrempel van een van de in deze bijlage vermelde activiteiten in een installatie wordt overschreden, worden alle eenheden waarin brandstoffen worden verbrand, met uitzondering van eenheden voor de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen of van huishoudelijk afval, opgenomen in de vergunning voor broeikasgasemissie.

Activiteiten	Broeikasgassen
Verbranden van brandstof in installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW (met uitzondering van installaties voor het verbranden van gevaarlijke afvalstoffen of gemeentelijk afval)	Kooldioxide
Raffineren van aardoliën	Kooldioxide
Productie van cokes	Kooldioxide
Roosten of sinteren, met inbegrip van pelletiseren, van erts (met inbegrip van zwavelhoudend erts)	Kooldioxide
Productie van ruwijzer of staal (primaire of secundaire smelting) inclusief continugieten, met een capaciteit van meer dan 2,5 t per uur	Kooldioxide

Productie of bewerking van ferrometalen (inclusief ferrolegeringen) waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt. Bewerking omvat, onder andere, walserijen, herverhitters, gloeiovens, smederijen, gieterijen, coating en beitsen	Kooldioxide
Productie van primair aluminium	Kooldioxide en perfluorkoolstoffen
Productie van secundair aluminium waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt	Kooldioxide
Productie of bewerking van non-ferrometalen, met inbegrip van de productie van legeringen, raffinage, gieterijen enz., waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen (met inbegrip van brandstoffen die als reductoren worden ingezet) van meer dan 20 MW worden gebruikt	Kooldioxide
Productie van cementklinkers in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 t per dag of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag	Kooldioxide
Productie van kalk of het calcineren van dolomiet of magnesiet in draaiovens of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag	Kooldioxide
Fabricage van glas, met inbegrip van de fabricage van glasvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 t per dag	Kooldioxide
Fabricage van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein, met een productiecapaciteit van meer dan 75 t per dag	Kooldioxide

Fabricage van isolatiemateriaal uit minerale wol met gebruikmaking van glas, steen of slakken met een smeltpaciteit van meer dan 20 t per dag	Kooldioxide
Drogen of calcineren van gips of het produceren van gipsplaten en andere gipsproducten, waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt	Kooldioxide
Productie van pulp uit hout of andere vezelhoudende materialen	Kooldioxide
Productie van papier of karton met een productiecapaciteit van meer dan 20 t per dag	Kooldioxide
Productie van roet waarbij organische stoffen zoals olie, teer en kraak- en destillatieresiduen worden verkoold, waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt	Kooldioxide
Productie van salpeterzuur	Kooldioxide en distikstofdioxide
Productie van adipinezuur	Kooldioxide en distikstofdioxide
Productie van glyoxal en glyoxylzuur	Kooldioxide en distikstofdioxide
Productie van ammoniak	Kooldioxide
Productie van organische bulkchemicaliën door kraken, reforming, gedeeltelijke of volledige oxidatie of vergelijkbare processen, met een productiecapaciteit van meer dan 100 t per dag	Kooldioxide
Productie van waterstof (H ₂) en synthesesgas door reforming of gedeeltelijke oxidatie met een productiecapaciteit van meer dan 25 t per dag	Kooldioxide
Productie van natriumcarbonaat (Na ₂ CO ₃) en natriumbicarbonaat (NaHCO ₃)	Kooldioxide

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2010 betreffende de emissiegegevens i.v.m. de activiteiten die vanaf 2013 in de gemeenschappelijke regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten opgenomen zullen worden ingevolge de uitbreiding van het toepassingsveld van Richtlijn 2003/87/EG.

Namen, 1 april 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 2

BEGINSELEN VOOR DE BEWAKING EN RAPPORTAGE VAN DE BROEIKASGASEMISSIES

Bewaking van kooldioxide-emissies.

De emissies moeten door middel van berekeningen of metingen worden bewaakt.

Berekening van de emissies.

De emissies worden met behulp van de volgende formule berekend: activiteitsgegevens emissiefactor oxidatiefactor.

Activiteitsgegevens (gebruikte brandstof, productieomvang enz.) worden bewaakt op basis van toevoergegevens of metingen.

Er worden geaccepteerde emissiefactoren gebruikt. Voor de activiteit specifieke emissiefactoren zijn voor alle brandstoffen aanvaardbaar. Default-factoren zijn aanvaardbaar voor alle brandstoffen, behalve niet-commerciële (afvalbrandstoffen zoals banden en industriële procesgassen). Laagspecifieke defaults voor steenkool, en voor de EU of het producentland specifieke defaults voor aardgas worden verder uitgewerkt. IPCC-defaults zijn voor raffinaderijproducten aanvaardbaar. De emissiefactor voor biomassa is nul.

Als de emissiefactor geen rekening houdt met het feit dat een deel van de koolstof niet wordt geoxideerd, wordt een oxidatiefactor gebruikt. Als voor de activiteit specifieke emissiefactoren zijn berekend die al rekening houden met oxidatie, heeft geen oxidatiefactor te worden toegepast.

Er worden default-oxidatiefactoren overeenkomstig Richtlijn 2008/1/EG gebruikt, tenzij de exploitant kan aantonen dat voor de activiteit specifieke factoren nauwkeuriger zijn.

Voor elke activiteit, elke installatie en elke brandstof wordt een afzonderlijke berekening gemaakt.

Metingen:

Bij de meting van de emissies wordt gebruik gemaakt van genormaliseerde of aanvaarde methoden en het resultaat moet worden bevestigd door een ondersteunende emissieberekening.

Bewaking van de emissies van andere broeikasgassen.

Er moeten genormaliseerde of aanvaarde methoden worden gebruikt die door de Commissie in samenwerking met alle belanghebbenden worden ontwikkeld en volgens de in artikel 23, § 2, van Richtlijn 2003/87/EG bedoelde procedure worden goedgekeurd.

Emissierapportage.

Elke exploitant neemt in zijn verslag over een installatie de onderstaande informatie op.

A. Gegevens ter identificatie van de installatie, waaronder :

- naam van de installatie;
- adres van de installatie, met postcode en land;
- soort en aantal van de activiteiten als bedoeld in bijlage I, die in de installatie worden verricht;
- adres, telefoon-, fax- en e-mailgegevens van een contactpersoon;
- naam van de eigenaar van de installatie en van een eventuele moedermaatschappij.

B. Voor elke in bijlage I genoemde activiteit die wordt verricht op het terrein waarvoor de emissies worden berekend :

- activiteitsgegevens;
- emissiefactoren;
- oxidatiefactoren;
- totale emissies;
- onzekerheid.

C. Voor elke in bijlage I genoemde activiteit die wordt verricht op het terrein waarvoor de emissies worden gemeten :

- totale emissies;
- informatie over de betrouwbaarheid van de meetmethoden;
- onzekerheid.

D. Voor de emissies als gevolg van verbranding ten behoeve van energieproductie wordt in het verslag ook de oxidatiefactor vermeld, tenzij bij de uitwerking van een voor de activiteit specifieke emissiefactor al met de oxidatie rekening is gehouden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2010 betreffende de emissiegegevens i.v.m. de activiteiten die vanaf 2013 in de gemeenschappelijke regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten opgenomen zullen worden ingevolge de uitbreiding van het toepassingsveld van Richtlijn 2003/87/EG.

Namen, 1 april 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE 3

CRITERIA VOOR DE VERIFICATIE

Algemene beginselen.

1. De emissies van elke in bijlage I genoemde activiteit worden aan een verificatie onderworpen.
2. Bij het verificatieproces moeten het verslag uit hoofde van dit besluit en de bewaking tijdens de jaren 2005 tot 2008 worden bezien. Hierbij wordt gekeken naar de betrouwbaarheid, de geloofwaardigheid en de nauwkeurigheid van de bewakingssystemen en de gerapporteerde gegevens, en naar informatie inzake de emissies, in het bijzonder :
 - a) de gerapporteerde activiteitsgegevens en daarmee verband houdende metingen en berekeningen;
 - b) de keuze en het gebruik van emissiefactoren;
 - c) de berekeningen die leiden tot de bepaling van de totale emissies;
 - d) indien er metingen zijn gebruikt, de juistheid van de keuze en de wijze van toepassing van de meetmethoden.
3. De emissies waarover verslag is uitgebracht kunnen alleen worden gevalideerd als betrouwbare, geloofwaardige gegevens en informatie het mogelijk maken de emissies te bepalen met een hoge mate van zekerheid. Voor een hoge mate van zekerheid moet de exploitant aantonen dat :
 - a) de gerapporteerde gegevens vrij zijn van inconsistenties;
 - b) de gegevens zijn verzameld overeenkomstig de toepasselijke wetenschappelijke normen;
 - c) de desbetreffende documenten van de installatie volledig en consistent zijn.
4. De verificateur krijgt toegang tot alle bedrijfsterreinen en tot alle informatie in verband met het onderwerp van de verificatie.
5. De verificateur houdt rekening met het feit dat de installatie al dan niet ISO 14001 gecertificeerd is of in het kader van EMAS (het communautaire milieubeheer- en milieuauditsysteem) geregistreerd is.

Methode.

Strategische analyse.
6. De verificatie moet worden gebaseerd op een strategische analyse van alle in de installatie verrichte activiteiten. Hiertoe heeft de verificateur een overzicht nodig van alle activiteiten en hun betekenis voor het emissieniveau van de installatie.

Procesanalyse.
7. De verificatie van de overgelegde informatie vindt zo nodig plaats op het terrein van de installatie. De verificateur neemt steekproeven om de betrouwbaarheid van de gerapporteerde gegevens en informatie vast te stellen.

Risicoanalyse.
8. De verificateur moet alle bronnen van emissies in de installatie evalueren met het oog op de betrouwbaarheid van de gegevens van elke bron die tot de totale emissies van de installatie bijdraagt.
9. Aan de hand van deze analyse identificeert de verificateur uitdrukkelijk de bronnen met een groot foutenpotentieel en andere aspecten van de bewakings- en rapportageprocedure die waarschijnlijk zullen bijdragen tot fouten bij de bepaling van de totale emissies. Het betreft hier met name de keuze van de emissiefactoren en de berekeningen die nodig zijn om de emissies van afzonderlijke emissiebronnen vast te stellen. Bijzondere aandacht wordt besteed aan bronnen met een groot foutenpotentieel en aan de desbetreffende aspecten van de bewakingsprocedure.

10. De verificateur houdt rekening met alle risicobeheersingsmethoden die de exploitant toepast om de mate van onzekerheid zo klein mogelijk te houden.

Verslag.

11. De verificateur stelt een verslag op over het valideringsproces, waarin wordt vermeld of de aangifte bedoeld in dit besluit bevredigend is. In dit verslag komen alle onderwerpen aan de orde die voor het verrichte werk van belang zijn. De verificateur kan bevestigen dat de aangifte bevredigend is als hij de mening is toegedaan dat de aangegeven totale emissies niet wezenlijk verkeerd zijn.

Aan de bevoegdheid van de verificateur te stellen minimumeisen.

12. De verificateur is onafhankelijk van de exploitant, voert zijn werk serieus uit op een objectieve, professionele wijze en is vertrouwd met :

a) de bepalingen van Richtlijn 2003/87/EG, alsmede de door de Commissie conform artikel 14, § 1, van Richtlijn 2003/87/EG goedgekeurde normen en richtsnoeren;

b) de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn op te verifiëren activiteiten;

c) de totstandkoming van alle informatie over elke emissiebron in de installatie, met name wat de verzameling, meting, berekening en rapportage van gegevens betreft.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2010 betreffende de emissiegegevens i.v.m. de activiteiten die vanaf 2013 in de gemeenschappelijke regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten opgenomen zullen worden ingevolge de uitbreiding van het toepassingsveld van Richtlijn 2003/87/EG.

Namen, 1 april 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 1405

[C - 2010/31202]

22 APRIL 2010. — Ordonnantie

« houdende het statuut van de reisagentschappen »
(nr. A-72/1 en 2 — 2009/2010) (1)

Artikel 1. § 1. Onderhavig ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

§ 2. In onderhavige tekst verstaat men onder :

1° richtlijn : de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, evenals haar latere wijzigingen;

2° reisagentschap : rechts- of natuurlijke persoon die een winstgevende activiteit uitoefent die erin bestaat hetzij reizen of verblijven tegen forfait te organiseren en te verkopen die met name logies omvatten, hetzij, als tussenpersoon, dergelijke reizen of verblijven, vervoerbewijzen, logies- of maaltijdbonnen te verkopen;

3° dienstenverlener : elk reisagentschap dat, op tijdelijke en incidentele wijze, diensten verleent op het door onderhavige ordonnantie gedekt grondgebied, waarbij het gaat over :

- het zij een reisagentschap dat wettelijk gevestigd is in een andere lidstaat van de Europese Unie dan België of van de Europese Vrijhandelsassociatie vanaf het moment dat de richtlijn van toepassing is op deze Staten, waar de activiteit van reisagentschap is gereguleerd;

- het zij een reisagentschap dat wettelijk gevestigd is in een andere lidstaat van de Europese Unie dan België of van de Europese Vrijhandelsassociatie vanaf het moment dat de richtlijn van toepassing is op deze Staten, waar de activiteit van reisagentschap niet is gereguleerd en dat in die Staat de activiteit van reisagentschap heeft uitgeoefend gedurende ten minste twee jaar tijdens de tien jaar die voorafgaan aan de dienstverlening;

4° aangetekende zending : ter post aangetekende brief of elk ander communicatiemiddel bedoeld door artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek zoals fax of e-mail, op voorwaarde dat er een ontvangstbewijs aan de verzender gestuurd wordt.

Art. 2. § 1. Niemand mag de in artikel 1, § 2, 2° bedoelde activiteit van reisagentschap uitoefenen als hij het niet doet als hoofdbezigheid, bestendig en met een vergunning.

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 1405

[C - 2010/31202]

22 AVRIL 2010. — Ordonnance

« portant statut des agences de voyage »
(n° A-72/1 et 2 - 2009/2010) (1)

Article 1^{er}. § 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

§ 2. Dans le présent texte, on entend par :

1° directive : la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ainsi que ses modifications ultérieures;

2° agence de voyages : personne morale ou personne physique qui exerce une activité lucrative qui consiste soit à organiser et à vendre des voyages ou des séjours à forfait comprenant, notamment, le logement, soit à vendre, en qualité d'intermédiaire, de tels voyages ou séjours, des billets de transport ou des bons de logement ou de repas;

3° prestataire de services : toute agence de voyages qui fournit, de façon temporaire et occasionnelle, des services sur le territoire couvert par la présente ordonnance, s'agissant :

- soit d'une agence de voyages légalement établie dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique ou de l'Association européenne de Libre-Echange dès que la directive s'appliquera à ces Etats, où l'activité d'agence de voyages est réglementée;

- soit d'une agence de voyages légalement établie dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique ou de l'Association européenne de Libre-Echange dès que la directive s'appliquera à ces Etats, où l'activité d'agence de voyages n'est pas réglementée et ayant exercé dans cet Etat l'activité d'agence de voyages pendant au moins deux années au cours des dix années qui précèdent la prestation;

4° envoi recommandé : lettre recommandée à la poste ou tout autre moyen de communication visé à l'article 2281 du Code civil tel que la télécopie ou le courrier électronique, à la condition qu'il fournisse un accusé de réception par le destinataire.

Art. 2. § 1^{er}. Nul ne peut exercer l'activité d'agence de voyages visée à l'article 1^{er}, § 2, 2°, si ce n'est à titre principal, de façon permanente et moyennant autorisation.